

Vivre pour travailler ou travailler pour vivre?

Pourquoi travaillons-nous? Pour subvenir à nos besoins essentiels, pour quelques plaisirs, pour de la reconnaissance sociale. Le travail produit de plus en plus de richesses. Comment expliquer que la satisfaction de vie des gens¹ n'évolue pas en fonction de cette croissance du PIB, graal absolu de toutes les politiques?

Voyez le résultat de l'enquête auprès des Belges à qui les chercheurs ont posé cette simple question: «Étes-vous globalement satisfait de la vie que vous menez?». Si l'on note une grosse diminution dans le contexte de la crise du Covid-19, on doit constater que la quête infinie de plus de richesses ne modifie en rien notre satisfaction de vie.

> Évolution de la «satisfaction de vie»



La croissance du PIB et la rentabilité du capital qui guident toutes les politiques publiques ne peuvent être un objectif en soi. Les politiques publiques doivent viser le bien-vivre. Les «enjeux» budgétaires ne peuvent servir d'alibi. Plus de partage par une juste fiscalité suffit à répondre aisément à tous nos besoins fondamentaux. Gouverner la Wallonie avec l'objectif de croissance du PIB et sous la pression d'impératifs budgétaires austéritaires est contraire à l'atteinte des objectifs du bien-vivre prônés par la CSC, et incompatible avec les enjeux du maintien d'une planète vivable pour toutes et tous.

Gouverner la Wallonie vers le bien-vivre, c'est se doter d'un plan d'action visant la réalisation d'objectifs qui nous permettent de constater que nous avançons vers ce «bien-vivre», comme première priorité.

¹ Voir le «Rapport de recherche de l'IWEPS n°61 - Actualisation de l'Indice de situation sociale de la Wallonie (ISS-11^e exercice)».

Qu'est-ce que le «bien-vivre»?

Les objectifs de la CSC wallonne sont de construire une société qui vise le bien-vivre, pour toutes et tous. Mais qu'est-ce que «bien-vivre»?

Pour la CSC wallonne, bien-vivre, c'est:

1. DÉMOCRATIE: Permettre à chacun·e de participer de manière égale à la vie de la cité. Ceci suppose une démocratie politique, économique, sociale, culturelle, comme but et moyen de l'action sociale et politique, et intégrant l'inclusion de toutes et tous, l'égalité de genre et la lutte contre toutes les formes de discriminations et de racisme.





- 2. SERVICES PUBLICS ET BIENS COMMUNS: Permettre à chacun·e de disposer des biens communs et services publics essentiels. Ceci suppose davantage d'activités et services mis en œuvre dans le cadre démocratique des services publics et collectifs non-marchands.
- 3. EMPLOI: Permettre à chacun·e de participer à la vie économique par le biais d'un emploi de qualité. Ceci suppose davantage de régulation du monde du travail qui doit redonner au capital et à l'activité marchande sa juste place: au service des personnes, et s'adaptant à leurs besoins et compétences, et non l'inverse.





- 4. PROTECTION SOCIALE: Permettre à chacun·e de disposer d'une protection sociale contre les risques de la vie. Ceci suppose une protection sociale plus forte, inscrite dans la lutte contre les inégalités et la promotion des droits humains fondamentaux. La paix et le respect du droit international sont des conditions d'une juste protection sociale.
- 5. ÉCOLOGIE: Permettre à chacun·e, vivant et à naître, de bénéficier d'un environnement et de ressources naturelles maintenues en leur état initial. Ceci suppose une régulation forte de l'ensemble de nos activités pour tenir compte des diverses limites planétaires à ne pas franchir pour assurer la qualité de vie de toutes et tous.

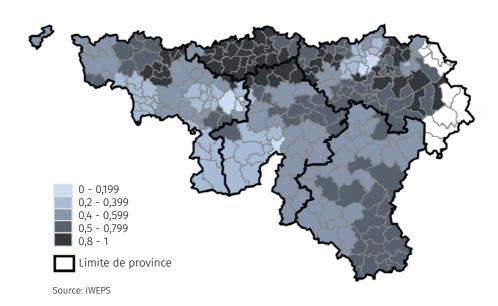


L'accès aux droits fondamentaux: la mission première de nos gouvernements!

La Wallonie² mesure 13 droits fondamentaux qui s'inscrivent pleinement dans nos priorités syndicales et constitue un «indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux». Chaque droit fondamental est constitué d'une série d'indicateurs calculés par l'IWEPS. Nous reprenons ici les plus significatifs³.

Pour la CSC wallonne, ces indicateurs doivent davantage servir de guide des politiques publiques, et pour aider les responsables politiques, nous pointons quelques revendications concrètes prioritaires que nous souhaitons voir advenir pour que notre travail, nos emplois, nos richesses poursuivent le but premier: améliorer notre satisfaction de vie, nos droits fondamentaux, notre bien-vivre. Et ceci pour toute la Wallonie, en ciblant prioritairement les communes plus défavorisées! Nous évaluerons l'action des gouvernements MR-Engagés en Wallonie et Communauté française prioritairement sur base de l'évolution de ces indicateurs et la mise en œuvre de nos priorités qui leur avaient été adressées durant la dernière campagne électorale.

> Indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF)



² Voir https://isadf.iweps.be/

³ Ces indicateurs ne sont pas genrés mais contiennent des attentions spécifiques aux inégalités de genre. Les priorités de la CSC visent de manière particulière cette égalité de genre en termes d'accès aux droits fondamentaux.

Tous les indicateurs mesurent l'accès au droit de 0 à 1. 0 est l'absence d'accès au droit et 1 est l'accès effectif au droit pour toutes et tous.

1	DROIT À UN REVENU CONFORME À LA DIGNITÉ HUMAINE	0,605
	· Taux de risque de pauvreté des enfants (0-17 ans)	0,710
	· % des personnes qui se déclarent en difficulté pour boucler	
	leur budget	0,542
	· % des personnes en incapacité à faire face à une dépense imprévue	
	de 500 euros	0,619
	· % des personnes interrogées en situation de privation matérielle	
	et/ou sociale sévère	0.561

Trop de Wallons et Wallonnes ne vivent pas avec un revenu conforme à la dignité humaine, et les inégalités de revenus sont incompatibles avec une société où règne le bien-vivre!





> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:

 Appauvrir les travailleurs, les pensionnés, exclure les chômeurs, réduire les allocations familiales et le processus de gratuité des frais scolaires, augmenter les inégalités de revenus, de genre, offrir des cadeaux fiscaux aux plus riches.

> Les priorités de la CSC wallonne: des allocations familiales et un salaire minimum.

- La CSC revendique un relèvement sérieux des suppléments sociaux des allocations familiales, en ciblant particulièrement les familles monoparentales, ainsi qu'une hausse de la prime de rentrée scolaire.
- Le travail doit mieux rémunérer. Les aides à l'emploi de la région wallonne doivent être conditionnées à de l'emploi de qualité, ce qui suppose, notamment, d'octroyer un salaire minimum de 2.000 euros net pour toute personne salariée à temps plein, sans discrimination.

$\boldsymbol{\neg}$
-
~

DROIT À UNE ALIMENTATION SUFFISANTE, ADÉQUATE ET DE QUALITÉ	0,533
 % des personnes craignant de manquer de nourriture avant d'avoir de l'argent 	0,565
• % des personnes qui déclarent ne pas pouvoir manger, ou seulement parfois, des protéines	0,569
 % des personnes qui déclarent ne pas pouvoir manger, ou seulement parfois, des fruits et légumes 	0,520
• % des personnes qui déclarent manquer d'argent pour accéder à une alimentation souhaitée	0,649
• % des femmes qui déclarent avoir dû se priver de manger à leur faim pour leur(s) enfant(s) ou un/des membre(s) de leur famille	0,569
• % des personnes isolées qui déclarent avoir dû se priver de manger à leur faim pour pouvoir payer d'autres factures	0.508

Trop de Wallons et Wallonnes sont en situation de privation alimentaire, plus encore en privation d'alimentation de qualité. Inadmissible pour un pays en surproduction alimentaire.



> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:



• Suppression des subsides permettant aux localités de financer des repas gratuits pour les élèves, autoriser les pesticides et soutenir une politique agricole non écologique et exploitant les petits agriculteurs, exclure les chômeurs et appauvrir des milliers de familles.

> Les priorités de la CSC wallonne: des repas de qualité accessibles dans les collectivités.

- Nous revendiquons des repas gratuits et de qualité⁴ pour tous les enfants scolarisés jusqu'en fin de primaire.
- Nous revendiquons des cantines collectives de qualité et accessibles dans tous les lieux de travail qui le permettent: services publics et collectifs, entreprises disposant d'un Conseil d'entreprise. Ceci en collaboration avec les petits producteurs wallons.

⁴ Une nourriture de qualité suppose le respect de normes écologiques accrues, la juste rémunération des agriculteurs, et des produits locaux et de saison.



DROIT AU MEILLEUR ÉTAT DE SANTÉ PHYSIQUE ET MENTAL SUSCEPTIBLE D'ÊTRE ATTEINT, À L'AIDE MÉDICALE 0,559

· % des personnes qui se déclarent en mauvaise santé	0,609
• % des personnes s de 18 à 30 ans qui déclarent un risque de troubles à 0,536	anxieux
• % de la population n'ayant pas accès à un médecin généraliste à moins de 3 km de leur domicile	0,853
· Score moyen de facilité de déplacement vers les hôpitaux	0,579
 % des personnes qui déclarent avoir déjà manqué d'argent pour payer des soins 	0.636

Trop de Wallons et Wallonnes sont en mauvaise santé du fait de manquements de la collectivité. Une société aussi riche que la nôtre doit assurer la bonne santé de toutes et tous.





> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:

 Réduire les budgets octroyés pour la santé, refuser d'améliorer sérieusement les conditions de travail du personnel de la santé, marchandiser la santé, concentrer l'offre hospitalière en quelques grands pôles, criminaliser la dépendance, soutenir les bénéfices des grandes entreprises pharmaceutiques, ne pas développer les services de première ligne de soin et de prévention, etc.

> Les priorités de la CSC wallonne: des Maisons médicales, une assurance autonomie.

- Nous revendiquons des Maisons médicales (au forfait) dans toutes les communes ou groupement de petites communes. Il faut augmenter le nombre actuel de Maisons médicales et atteindre à minima 150 Maisons médicales agréées en Wallonie.
- Nous revendiquons la mise en place d'un système d'assurance autonomie permettant de financer de manière juste et équitable la garantie de services collectifs publics et non-marchands pour les personnes en perte d'autonomie, et un réel soutien au personnel aussi pour lutter contre les pénuries de soignants.

DROIT À LA SÉCURITÉ SOCIALE, À L'ASSURANCE SANTÉ, À LA PROTECTION SOCIALE, À L'AIDE SOCIALE, AUX PRESTATIONS FAMILIALES 0,655

· % de bénéficiaires de l'intervention majorée (BIM)	0,675
· % de bénéficiaires d'un (E)RIS parmi les 18-24 ans	0,761
· % de bénéficiaires de la GRAPA ou du RG parmi les 65 ans et plus	0,682
• % des personnes dont la principale difficulté concerne le manque d'information	0,461
· % des personnes qui déclarent avoir dû renoncer ou abandonner leurs démarches entreprises pour bénéficier d'une allocation sociale	0,475

Trop de Wallons et Wallonnes passent au travers des filets de la sécurité sociale, progressivement réduite pour toutes et tous.





> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:

• En excluant plus de 86.000 Wallons et Wallonnes du chômage, la sécurité sociale est attaquée comme elle ne l'a jamais été depuis la seconde guerre mondiale. Pour les personnes rentrant dans les conditions, les CPAS devront répondre aux besoins sans moyens suffisants. La Wallonie réduit dans le même temps le droit aux allocations familiales pour les étudiants. Et les pensions sont aussi dégradées...

> Les priorités de la CSC wallonne: le statut de cohabitant et un soutien accru aux CPAS.

- Le droit à l'intégration sociale doit être individualisé: le statut de cohabitant doit être supprimé en aide sociale.
- La région doit soutenir, de manière complémentaire au Fédéral, les communes et CPAS wallons pour subvenir aux besoins de la population.



DROIT À L'ÉDUCATION, À L'ENSEIGNEMENT ET À LA FORMATION CONTINUE

0.674

 % des personnes qui déclarent avoir des difficultés à lire/écrire en français. 	e ou s'exprimer 0,641
 % des personnes interrogées qui déclarent avoir des difficultés à calculer 	0.67.0
a calculer	0,048
· % d'élèves en retard de deux ans et plus dans l'enseignement	
secondaire	0,622
· % de personnes déclarant des difficultés à payer au moins une	facture de
formation	0,645
· % des personnes qui déclarent avoir renoncé à une formation	pour au moins
un obstacle dans les 12 derniers mois	0,719

L'enseignement trop peu soutenu reproduit les inégalités et crée de l'échec qui précarise.





> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:

 Précariser les enseignants, augmenter l'échec scolaire, privatiser la formation professionnelle, augmenter les frais scolaires, limiter l'autonomie de choix de formation, etc.

> Les priorités de la CSC wallonne: la gratuité de l'école, un refinancement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la formation continue pour toutes et tous.

- Pour améliorer l'enseignement, nous devons refinancer la Fédération Wallonie-Bruxelles et revoir les lois spéciales de financement qui défavorisent la jeunesse.
- Gratuité effective de l'enseignement obligatoire et réforme des bourses d'étude pour l'enseignement supérieur.
- Accessibilité sans discrimination à la formation continue. Les femmes et migrants, avec ou sans papiers, doivent voir leur participation augmenter.

- % des personnes qui déclarent pouvoir accéder à intern	net dans de bonnes
conditions de chez eux	0,560
- % des habitants qui vivent à proximité d'un espace nun	nérique ouvert pour de

- % des habitants qui vivent à proximité d'un espace numérique ouvert pour de l'aide et un accès
 0,225
- Score moyen de compétence numérique pour chercher de l'information 0,443
- Score moyen de difficulté pour l'utilisation des services en ligne 0,542
- % des personnes qui estiment que les technologies numériques rendent leur vie plus facile et plus confortable 0,393

L'accès à l'information est de plus en plus biaisé par les intérêts privés et l'accès aux services essentiels empêchés par cause du développement aveuale du tout au diaital





- Numériser la fonction publique sans tenir compte des contraintes des citoyens et des impacts sociaux, énergétiques et écologiques du "tout au digital"; accentuer la concentration de l'information en réduisant la diversité de la presse et les télé locales.
- > Les priorités de la CSC wallonne: une accessibilité non digitale et des télévisions locales
 - Garantir à toutes et tous l'accessibilité réelle de tous les services publics, collectifs et administrations par le biais de contacts non digitaux.
 - Assurer la pérennité et l'indépendance des télévisions locales du service public.

DROIT A UN LOGEMENT DECENT ET ADAPTE, A L'ENERGIE ET A L'EAU	0,715
- Score de satisfaction par rapport au logement	0,716
- % des personnes qui déclarent avoir des difficultés à payer leur loyer	0,763
- % des personnes qui déclarent avoir des difficultés à rembourser leur emprunt hypothécaire	0,493

Le non-accès au logement de qualité, à l'énergie et à l'eau pour toutes et tous est inacceptable pour une région riche comme la nôtre.





- Autoriser les indexations de loyers sans tenir compte de la salubrité et la PEB, cadeaux fiscaux pour les achats de maisons inaccessibles pour la très grande majorité des citoyens et augmentant le coût d'achat pour toutes et tous, poursuite de la privatisation du logement, hausse du coût de l'eau, hausse de la TVA sur les chaudières au mazout, suppression/réduction des primes à la rénovation, etc.
- > Les priorités de la CSC wallonne: la rénovation du bâti et l'indexation ajustée des loyers, des logements sociaux.
 - · Rénovation "énergétique" du bâti, prioritairement par quartiers.
 - · Non-indexation des loyers insalubres (selon le PEB, l'humidité, etc.).
 - Viser le doublement du nombre de logements sociaux répartis équitablement sur le territoire et passer de 5 à 10%.

DROIT À UN ENVIRONNEMENT ET À UN CADRE DE VIE SAIN ET ADAPTÉ 0,654

· % de la population localisée dans une zone de qualité	
de l'air problématique	0,416
· Score moyen d'impact du bruit sur la santé et le sommeil	0,646
· % des personnes qui déclarent voir au moins trois arbres depuis leur logement	0,736
· % des personnes qui déclarent vivre à proximité (300m) d'un espace vert	0,564

L'économie relègue la préservation de notre environnement en dernière priorité sans tenir compte des impacts sanitaires majeurs pour les populations.





- Réduction massive des budgets visant la biodiversité, absence d'ambition environnementale et de plan sérieux et concret visant la transition écologique de l'économie (décarbonation, biodiversité, eau, sols, air, etc.).
- > Les priorités de la CSC wallonne: une transition juste de l'économie wallonne; des conseillers en Transition juste dans les entreprises.
 - Plan de transition juste de l'économie wallonne compatible avec le vivant et le maintien de nos ressources naturelles
 - Des conseillers en transition juste pour accompagner les entreprises et les communes dans la préservation de l'environnement.

commun

0,480

 Score moyen de facilité d'accès à un moyen de locomotion pour plus de 10 km 	0,499
· % des personnes de 18 à 64 ans qui déclarent avoir dû renoncer à un emploi en raison de mobilité	0,615
 Score moyen de renoncement à se déplacer en transports en commun cause des coûts 	n à 0,654
 % des personnes interrogées qui estiment que la circulation est dange pour les PMR près de chez eux 	ereuse 0,453
· % de la population localisée dans une zone bien desservie en transpo	rts en

Dans une région où la densité de population est relativement faible, et l'espacement urbain croissant, la mobilité est un des freins wallons à l'exercice de nos droits fondamentaux, et à la lutte contre l'isolement subi.





> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:

• Hausse des tarifs TEC pour les étudiants, suppression d'un projet d'extension du tram à Liège, valorisation de la voiture individuelle, souhait de réduire la notion d'emploi convenable pour imposer plus encore d'accepter des offres d'emploi trop distantes du domicile, etc.

> Les priorités de la CSC wallonne: la gratuité des TEC et davantage d'offre.

- Gratuité des TEC pour améliorer l'usage effectif des transports en commun.
- Davantage d'offre des TEC, particulièrement vers les pôles d'emploi actuellement mal desservis

10

DROIT AU TRAVAIL, À DES CONDITIONS DE TRAVAIL JUSTES ET FAVORABLES, À LA FORMATION PROFESSIONNELLE; ET DROITS SYNDICAUX 0,573

- Taux d'emploi des 20-64 ans	0,669
- Taux d'emploi des étrangers non-UE âgés de 18 à 64 ans	0,562
- Taux de chômage administratif des 15-64 ans ayant un faible niveau d'instruction	0,689
- Taux de bas salaire	0,577
- % des personnes qui travaillent et qui vivent dans un ménage en situa privation matérielle et/ou sociale sévère	tion de 0,524
- % des personnes occupées dans un emploi précaire/peu sécurisant	0,656
- % des personnes qui ont un emploi et qui déclarent manquer de valoris au travail	ation 0,483
- % des personnes occupées et insatisfaites de leur travail	0,516
- % des personnes en invalidité (incapacité de longue durée)	0,612
- % des personnes actives occupées ou inoccupées, qui déclarent avoir ress moins une injustice au travail ou dans le cadre de la recherche d'un travail	

Chômage, emplois précaires, le monde du travail est plus que jamais asservi au seul profit de la rente du capital. C'est pourtant notre travail qui produit toute richesse...





> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:

- Hausse du nombre de sans-emploi, notamment via la hausse des jobs étudiants et flexi-jobs, hausse de la précarité de l'emploi (travail de nuit, dimanche, temps de travail minimal, etc.), blocage des salaires, non mise en œuvre du droit individuel à la formation des travailleuses et travailleurs de 5 jours par an, retour contraint au travail pour les malades de longue durée, attaques contre l'action syndicale et réduction de la concertation sociale, etc.

> Les priorités de la CSC wallonne: une baisse du nombre de sans-emploi; la conditionnalité et réorientation des aides.

- Réduction effective du nombre de personnes sans emploi (chômage et CPAS) par le biais d'emploi de qualité, par tous les moyens disponibles: réduction et partage du temps de travail, emplois de proximité, contraintes sur les entreprises, etc.
- Conditionnalité des subsides aux entreprises et aides à l'emploi pour soutenir la création de l'emploi de qualité, dans la durée, et en favorisant l'économie sociale et les services collectifs non marchands.



DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE AINSI QU'À LA CONCILIATION VIE FAMILIALE ET VIE PROFESSIONNELLE

0.587

- % des personnes qui déclarent ne pas se sentir libres dans leurs choix	
de vie privée	0,564
- Score moyen d'accessibilité aux crèches ou milieux d'accueil	0,674
- % des personnes interrogées qui déclarent un manque de temps perso	nnel
«pour faire tout ce qu'elles doivent faire»	0,485
- % des personnes interrogées qui déclarent se sentir dépassées, voire	
épuisées	0,459
- % des femmes qui déclarent avoir des difficultés à trouver un équilibre entre	
leur travail et leurs activités personnelles et familiales	0.526

Notre société est en burn-out.Le temps productif prend de plus en plus le pas sur le temps libéré, privé, familial.





- Réduire les possibilités de réduction individuelle temporaire de temps de travail et ses assimilations pour la pension, plus de flexibilité horaire, soutien accru aux crèches commerciales, etc.
- > Les priorités de la CSC wallonne: des congés de naissance et des congés annuels.
 - Congé de naissance obligatoire de 15 semaines pour les deux parents, et mieux rémunéré.
 - · Une cinquième semaine de congés payés pour toutes et tous.

- % de non-investissement des jeunes de 18 à 30 ans dans le monde associatif

0,485

- % de non-investissement des personnes de 65 ans et plus dans le monde associatif 0,653

La démocratie politique s'érode au profit d'un autoritarisme croissant, et a confié ses pouvoirs au «marché», et à des institutions non démocratiques. La démocratie sociale et les syndicats sont en première ligne de cette lutte.



> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:



 Attaquer les corps intermédiaires (syndicats, mutuelles), limiter la démocratie au seul bulletin de vote, entretenir un discours et des politiques clivant la société et opposant les citoyens entre eux, hausse des visites domiciliaires (migrants et bénéficiaires de l'aide sociale), etc.

> Les priorités de la CSC wallonne: une démocratie sociale et économique.

- Développer une concertation sociale wallonne forte sur base d'un dialogue réel en amont des décisions du gouvernement. Il n'y a pas de démocratie politique sans démocratie sociale.
- Étendre la démocratie qui ne peut s'arrêter au seuil des entreprises: réduction des seuils permettant la présence de représentation syndicale dans toutes les entreprises de plus de 20 travailleurs.

- Score moyen de participation aux activités culturelles et de loisirs	0,438
- % des personnes qui déclarent ne pas pouvoir, pour des raisons finar sortir ou recevoir des amis ou de la famille au minimum une fois par	
- % des personnes qui déclarent ne pas pouvoir participer régulièreme activités culturelles, sportives ou de loisirs pour des raisons financièr	

- % des personnes qui déclarent ne pas pouvoir partir une fois par an en vacances pendant une semaine pour des raisons financières 0,413
 - % des personnes interrogées qui déclarent souffrir d'isolement 0,551

 - % des personnes en situation de privation matérielle et/ou sociale sévère qui déclarent souffrir d'isolement 0,473

L'isolement et la marchandisation culturelle servent des projets politiques non démocratiques. Le bien-vivre wallon exige davantage de liens, que plus biens superflus.





> Les objectifs du MR et des Engagés, partout au pouvoir:

 Remise en cause de la Culture, promotion d'évènements commerciaux au détriment d'évènements culturels gratuits, attaques contre le fait associatif et l'éducation permanente (via la réforme des APE, ou la réduction des avantages fiscaux pour les dons aux associations par ex.), etc.

> Les priorités de la CSC wallonne: la culture et l'éducation permanente.

- Soutien financier accru et préservation de l'autonomie du secteur de l'éducation permanente.
- Développement d'emploi culturels de qualité par le biais de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les priorités de la CSC wallonne adressées aux coalitions MR-Engagés pour assurer le bien-vivre de toutes et tous

- Allocations familiales améliorées
- · Salaire minimum de 2.000 euros net
- Repas de qualité dans les collectivités, et gratuites dans les écoles
- 150 Maisons médicales
- Assurance autonomie
- · Suppression du statut de cohabitant
- Soutien aux CPAS
- École gratuite et de meilleures bourses d'étude
- Refinancement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Accès à la formation continue accru pour les femmes et les migrants
- · Accessibilité non digitale des services publics et collectifs
- · Soutien aux télévisions locales
- Plus de logements sociaux
- · Rénovation du bâti

- Indexation des loyers liée à l'état de salubrité et au PEB
- Plan de transition juste de l'économie wallonne visant sortie du fossile
- Conseillers en transition dans les entreprises et communes
- Gratuité des TEC
- Hausse de l'offre TEC vers les pôles d'emplois
- Baisse du nombre de sans-emplois
- Conditionnalité et réorientation des aides aux entreprises
- 15 semaines de congé de naissance
- 25 jours de congé pour toutes et tous
- Concertation sociale wallonne forte
- Représentation syndicale dans les PME
- Éducation permanente
- Plus d'emplois culturels

